



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**Agence Régionale de Santé  
Bourgogne-  
Franche-Comté**



**le Département**

**Agence Régionale de Santé de Bourgogne  
Franche-Comté**

**Direction Inspection Contrôle Audit**

Affaire suivie par :

Courriel :

**Département du Doubs**

**Direction de l'Autonomie**

Affaire suivie par :

Courriel :

**Dijon, le 19/11/2024**

**Le directeur général de l'Agence régionale de santé  
Bourgogne-Franche-Comté**

**La Présidente du Département du Doubs**

**à**

**Monsieur le Président de la MUTUALITE FRANCAISE  
COMTOISE SSAM  
67 R DES CRAS  
25041 BESANCON CEDEX**

**RAR N° 2C 182 939 7356 7**

**Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles  
L313- 13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – N° FINESS 250016581 - EHPAD FRANCHE  
MONTAGNE – MAICHE**

**PJ : tableau des mesures définitives**

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, nous vous avons adressé, par lettre du 23 septembre 2024, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse aux 4 prescriptions et 1 recommandation envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport.

Cette échéance passée, aucun élément de réponse et/ou commentaire éventuel de votre part a été transmis à mes services.

**ARS Bourgogne-Franche-Comté  
Le Diapason, 2 Place des Savoirs, CS 73535, 21035 Dijon cedex  
Tél. : 0808 807 107 - Site : [www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr](http://www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr)**

**Département du Doubs  
7 Avenue de la Gare d'Eau, 25031 Besançon cedex  
Tél : 03 81 25 81 25 – Site : [www.doubs.fr](http://www.doubs.fr)**

Aussi, par le présent courrier et conformément à ce que nous vous annonçons dans une lettre le 23 septembre 2024, nous vous notifions les mesures définitives relatives aux prescriptions et recommandations. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

Nous appelons votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures. Ces dernières feront l'objet d'un suivi et plus particulièrement par : [REDACTED], chargée de mission médico-social secteur « personnes âgées », à la direction territoriale du Doubs à l'Agence régionale Bourgogne Franche-Comté : [REDACTED]

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à mon attention,
- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre de la santé et de l'accès aux soins,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

**Le directeur général de l'Agence régionale de  
santé Bourgogne-Franche-Comté**



**La présidente du département  
du Doubs**



**Copies à :**

**Monsieur le Directeur  
250016581 - EHPAD FRANCHE MONTAGNE MAICHE  
26 R MONTALEMBERT  
25120 MAICHE**

**Madame la Présidente  
Département du Doubs  
7 avenue de la Gare d'Eau  
25031 BESANÇON CEDEX**

Tableau des mesures définitives  
Prescriptions

Date de mise à jour des mesures : 16/03/2024

Affaire suivie par : [REDACTED]

Nom d'établissement : EHPAD FRANCOISE MONTAGNE  
Adresse : 26 RUT MONTALEBERT  
Code postal : 25120

Commune : MANCHE

Nb		4	Libellé	Fondement juridique	Délai	Éléments de preuve à fournir	Référence rapport I/N	Levée O/N/ Abandonnée	Date de la levée	Observations
1		[REDACTED]	[REDACTED]	[REDACTED]	8 mois	[REDACTED]	E4	N		Absence de réponse de la structure. La prescription est maintenue et notifiée.
2			Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individualisées et réalisées au sein de l'établissement par des équipes pluridisciplinaires qualifiées : - en évaluant à travers la maquette organisationnelle, le besoin en ressources humaines qualifiées en matière d'AS (ETP Cbio) pour accompagner les résidents ; - en assurant un suivi de la maquette organisationnelle pour optimiser les ressources soignantes en lien avec l'ETP cible ; - en limitant la rotation du personnel soignant, en particulier le recours aux CDO ; - en disposant d'un personnel qualifié, ayant une connaissance de la structure et des résidents ; - en assurant de la détection effective des diplômés par les personnels pour tout recrutement, y compris en CDO ; - en inscrivant les professionnels FFAS en poste soit dans une formation diplômante soit dans un parcours VAE	Article L311-3 du CASP Article L312-1 II al 4 du CASP Article D312-155-0 II du CASP Article L431-2 à 4 du CSP	6 mois	Maquette organisationnelle révisée  Plan d'actions faisant apparaître les différents leviers activés, les délais et les réalisations pour recruter les ETP manquants et stabiliser le personnel AS  Liste des agents FF AS en poste au 01/10/2024  Tableau de suivi nominatif des personnels FF AS en cours de VAE ou formation diplômante (date et n° de recevabilité de la demande, stade de la VAE, nom du tuteur)  Tableau nominatif des agents soignants en poste au 01/10/2024 (ID(AS/FFAS) en indiquant s'ils sont qualifiés pour l'exercice de leurs fonctions + si oui : copie des diplômes	E2 E5 A3	N		Absence de réponse de la structure. La prescription est maintenue et notifiée.
3			Revoir la médiation de délégation et de signature du directeur de l'établissement afin que cette délégation mentionne bien toutes les compétences et les missions réglementaires	Article D312-176-5 du CASP	3 mois	Délégation de pouvoir et signatures révisée	E1	N		Absence de réponse de la structure. La prescription est maintenue et notifiée.
4			Revoir dans le plan de formation, les formations relatives aux gestes d'urgence ou de recyclage (AFOSU 1) et celles relatives au personnel soignant (AFOSU2).  Assurer la sensibilisation régulière à la bientraitance et à la prévention de la maltraitance de l'ensemble des salariés en inscrivant annuellement, dans le plan de développement des compétences, une formation relative ce thème, ceci afin de développer une réflexion collective sur les pratiques professionnelles, la connaissance des conduites à tenir et une culture partagée autour de définitions communes.	CASP118 CSP Arrêté du 30 décembre 2014 relatif à l'attestation de formation aux gestes et soins	6 mois	Plan de formation prévisionnel valide par la commission	E3 A2	N		Absence de réponse de la structure. La prescription est maintenue et notifiée.

Tableau des mesures définitives  
Recommandations

Date de mise à jour des mesures :		16/10/2024	
Affaire suivie par :		<div></div>	
Nom établissement :		EHPAD FRANCHE MONTAGNE	
Adresse :		26 RUE MONTALEMBERT	
Code postal :		25120	
		Commune : MAICHE	

Recommandations			
Nb	Libellé	Référentiel de bonnes pratiques	Référence rapport E/R
1	Intégrer dans un document un volet prévoyant les obligations des salariés en matière de signalement de mauvais traitements ou de privations et leur protection quand ils témoignent de mauvais traitements ou privations infligés à une personne accueillie ou relatent de tels agissements.	Article 434-3 du CPP Article L313-24 du CASF	R1
			Absence de réponse de la structure. La recommandation est maintenue.